

provinces et des territoires à réduire les coûts d'administration et à rendre l'application des programmes plus efficiente.

• (1840)

[Traduction]

En définitive, nous entendons réaliser les économies qui pourront être réinvesties dans le logement social, de manière à maintenir le parc résidentiel en bon état et à faire en sorte que de nouveaux engagements puissent être pris. Notre engagement dans le domaine du logement social ne doit pas se mesurer uniquement en fonction des dépenses publiques. Le logement doit être vu dans le contexte plus étendu, soit celui des forces du marché et de la politique économique et sociale générale.

En collaboration avec les provinces, les territoires et les parties intéressées, nous prendrons des mesures pour faire en sorte que les règles et la réglementation ne fassent pas obstacle à la création de logements à prix abordable. Nous prendrons des mesures pour que les politiques et programmes de logement incitent les gens à chercher de nouveaux débouchés et à rompre le cycle de la pauvreté.

Nous voulons nous assurer que le marché privé puisse offrir aux Canadiens des logements à prix abordable. Nous étudions actuellement de nouveaux moyens financiers qui nous permettront de faciliter l'accès des Canadiens au logement. Nous envisageons également de rétablir les hypothèques indexées pour les coopératives.

[Français]

**Mme Monique Guay (Laurentides):** Madame la Présidente, encore aujourd'hui, j'ai la chance d'intervenir pour demander au gouvernement libéral de bouger, d'agir rapidement afin de répondre aux besoins impérieux de logement de 1 200 000 Canadiens et Canadiennes.

À l'heure actuelle, les démarches et les pressions des organismes du milieu, des députés de l'opposition officielle, et même de certains députés d'en face, ayant démontré un petit peu d'intérêt et de volonté, n'ont produit aucun résultat. Rien, un gros zéro, égal au zéro dollar que le gouvernement investit depuis janvier 1994 dans les programmes de logements sociaux. HLM, OSBL, coopératives sont totalement oubliées, mises au rancart par les libéraux. En fait, tout ce que font les gens d'en face, c'est se fermer les yeux et reconduire les politiques des conservateurs. Cette attitude, ce comportement des libéraux est profondément honteux et carrément inacceptable. Ne se rappellent-ils pas, il n'y a pas si longtemps, qu'eux-mêmes, alors qu'ils formaient l'opposition, dénonçaient vigoureusement et attaquaient sans cesse le retrait des conservateurs dans le logement social? Ne s'en rappellent-ils pas?

Pire encore, les libéraux disaient vouloir s'associer aux organismes du milieu afin d'établir une politique nationale en matière d'habitation sociale. Ils leur promettaient même le rétablissement complet des programmes. Le ministre des Finances écrivait même, le 22 septembre 1993, à des organismes, et je le cite: «Il ne fait aucun doute qu'un gouvernement libéral veillera à assurer le financement de ces secteurs. Selon nous, l'État doit en effet

adopter une politique nationale positive et dynamique dans ce domaine. Il incombe à l'administration fédérale de s'assurer que plus d'un million de foyers canadiens soient logés convenablement et à un prix abordable».

Le ministre terminait cette lettre en indiquant que, et je le cite encore: «pour parvenir à cet objectif, nous souhaitons établir de nouveaux partenariats avec vos organisations. Je crois qu'au cours des trois dernières années, notre chef, nos députés, ainsi que notre porte-parole pour le logement social, Joe Fontana, n'ont cessé de témoigner notre attachement au logement social. Nous comptons donc sur votre collaboration dans ce dossier socio-économique de première importance», et je souligne de «première importance». C'est signé Paul Martin. Voilà les propos que tenait notre cher ministre des Finances le 22 septembre dernier.

Aujourd'hui, où sont-ils ces députés, ce chef et ce porte-parole pour témoigner de leur attachement au logement social? Disparus! Dans la brume les belles paroles et la volonté de bien loger les ménages nécessitent.

Mais que s'est-il passé depuis ce temps? Comment se fait-il que les gens d'en face aient carrément changé d'idée? C'est inacceptable et malhonnête que des gens élus et responsables puissent changer leur fusil d'épaule, virer capot de telle façon. Comment aujourd'hui la population peut-elle prendre au sérieux le ministre des Finances? Comment peut-il vivre avec les propos qu'il tenait sans avoir honte, sans avoir aucun remords? Il a quelque peu l'air fou le ministre aujourd'hui et sa crédibilité ne vaut pas plus cher que le zéro destiné aux programmes de logements sociaux. Dans le milieu, on parle maintenant du «sinistre des Finances».

• (1845)

Pourtant, la réalité est criante et les besoins sont énormes. La Société canadienne, je dis bien canadienne, d'hypothèques et de logement évalue que 1 200 000 ménages ont des besoins impérieux de logement. Comment pouvez-vous ne pas reconnaître ces chiffres? Comment pouvez-vous mettre de côté ces statistiques canadiennes qui crèvent les yeux? Vous, les promoteurs d'en face, n'avez pas de vision. Vous gérez à la petite semaine. Vous ne prévoyez rien. Votre gestion en est une d'attente et d'espérance.

Rien n'est sur la table, il n'y a aucun plan, aucune politique pour solutionner la crise du logement. En ce moment, les mal logés attendent. Ils espèrent que le gouvernement libéral respecte ses promesses et qu'il injecte immédiatement des fonds pour la construction de HLM, d'OSBL et de coopératives. Cette attente est de plus en plus insoutenable pour des centaines de milliers de ménages. Plusieurs d'entre eux doivent déboursier plus de 50 p. 100 de leur revenu pour payer leur loyer. Cette situation de pauvreté produit des effets très néfastes.

À tous les mois, ces ménages moins nantis, mal logés sont confrontés à des choix inhumains. À tous les mois, ces familles, avec des enfants, doivent couper dans des besoins aussi élémentaires que la nourriture afin de payer leur loyer. Des enfants ne mangent pas à leur faim et sont mal logés parce que le gouverne-